



POUR LA GRAND MESSE, IL MANQUAIT DES FIDÈLES, ET IL Y AVAIT PEU DE CROYANTS...

LE MAUVAIS FILM N'A PAS FAIT LE PLEIN...

« Bienvenue à la nouvelle DGFIP » n'aura pas battu les records d'audience. Il restait bien des places vides dans la salle pour le spectacle coûteux de propagande ministérielle, même si des agents ont pu céder à la curiosité, à des pressions, voire à des contraintes hiérarchiques.



Des militants de l'Union SNUI/SUD trésor et de la CGT, organisations qui appelaient au boycott de cet inutile spectacle, ont distribué un tract expliquant leur position et rappelant les revendications partagées par les très nombreux agents grévistes les 29 janvier et 19 mars.

DE L'ANIMATION EN DÉBUT DE SÉANCE...

Au delà de la distribution de tracts, les militants de l'Union SNUI/SUD trésor et de la CGT étaient aussi venus pour se faire entendre. Sans opposition, ils se sont invités à la tribune, lors de la première séance, pour y répandre toutes les brochures DGFIP rapportées par les agents (celles qui n'avaient pas déjà été renvoyées directement à Bercy ou n'avaient pas encore fini dans les corbeilles) et lire à la hiérarchie organisatrice et aux collègues présents une motion commune.



Dans cette motion, l'Union SNUI/SUD trésor et la CGT ont rappelé leurs revendications en matière d'emplois, de conditions de travail, de rémunération et de pouvoir d'achat et ont dénoncé toutes les conséquences néfastes de cette fusion DGI/DGCP: polyvalence, accélération des suppressions d'emplois, détérioration accrue des conditions de travail,... refusant de croire aux belles promesses déjà entendues et qui n'allaient pas manquer d'être répétées lors de ces réunions (voir texte au verso). Par ses applaudissements, une bonne partie de l'assistance a soutenu ce texte, attestant ne pas davantage croire aux promesses d'un avenir idyllique.



ET APRÈS ? DES PROMESSES, MAIS TOUJOURS PAS D'ÉCOUTE...

C'est environ 50 % des agents qui ont suivi l'appel de l'Union SNUI/SUD Trésor et de la CGT au boycott de cette opération de communication spectacle. La Directrice a laissé, lors de chaque réunion, en début de séance, s'exprimer les militants de l'Union SNUI/SUD Trésor et de la CGT. Sur grand écran, messieurs WOERTH et PARINI ont réitéré leurs belles promesses d'un avenir tout rose, permettant à chacun les affectations et les carrières désirées. La hiérarchie locale s'est abstenue de fournir la moindre réponse concrète à tous les sujets abordés par les militants de l'Union SNUI/SUD Trésor et de la CGT, ni aux rares questions qui ont pu être posées par les participants, le temps manquant (un quart d'heure et 5 questions lors de la première réunion et guère plus lors des suivantes).

Pour conclure, ce que l'Union SNUI/SUD Trésor tient à souligner, c'est qu'en cette période dite de restrictions budgétaires, de l'argent, il y en a toujours pour ce qu'on veut: pour financer un bus d'Avesnes ou de Dunkerque à Lille pour que 4 agents assistent à la grand-messe, pour abattre des cloisons et agrandir des plateaux contre l'avis des agents,... Mais pour répondre aux demandes des représentants des personnels en matière d'amélioration des conditions de travail, il n'y a jamais rien!

L'Union SNUI/SUD Trésor persévéra dans son combat pour une amélioration des conditions de vie au travail de tous les agents de la DGFIP.

MOTION DE L'UNION SNUI/SUD Trésor ET DE LA CGT

Chers collègues, Mesdames et messieurs les représentants de la DGFIP.

Depuis le 13 mars, les agents de l'ex-DGI et de l'ex-DGCP sont convoqués pour entendre de beaux discours vantant les mérites de la fusion, l'esprit de dialogue social qui est censé y régner, sans oublier le principe du gagnant-gagnant qui devrait emplir chacun d'un sentiment de satisfaction générale.

Nous vous rappellerons toutefois que, le 29 janvier, 60 % des agents de la DGFIP étaient en grève, et qu'il y en avait encore plus de 50 % le 19 mars, ceci laissant à penser que tout n'est pas aussi rose qu'on le prétend.

Ces réunions imposées ne peuvent, en aucun cas, faire oublier que les revendications des agents, portées depuis des mois, sont toujours évacuées d'un revers de main.

- **Revendications en matière d'emplois:** Cette année, c'est encore 1 388 emplois dans la filière fiscale et 982 emplois dans la filière gestion publique qui seront supprimés. Pour le Nord, ce sera 39 suppressions de postes dans la filière fiscale, et 13 dans la filière gestion publique, avec pour principales victimes les agents C.
- **Revendications en matière de conditions de travail:** Les agents de la DGFIP travaillent dans des conditions de plus en plus mauvaises. Les suppressions d'emplois, l'enchaînement accéléré des réformes, les travaux permanents dans les services pour adapter les locaux aux nouvelles structures, ont des conséquences dramatiques sur la vie des services. Stress, disparition des repères professionnels, travail dans l'urgence avec obligation de s'adapter immédiatement à cette répétition de réformes. Face au refus de ralentir le rythme des réformes, la situation ne cesse de se détériorer, et c'est nous tous, agents de la nouvelle DGFIP, qui subissons le poids de cette politique désastreuse.
- Enfin, **les revendications en matière de salaires restent au cœur des préoccupations:** La perte du pouvoir d'achat des fonctionnaires est sans précédent: - 11 % depuis 2000. Le passif est énorme. Et les agents de la DGFIP paient lourdement l'absence de revalorisation salariale. Malgré l'empilement des réformes qui exige de tous les agents une adaptation permanente à leur nouvel environnement, aucun abondement, en terme de points d'indice, n'a été accordé. La reconnaissance des qualifications acquises, revendiquée depuis trop longtemps, n'a pas eu, ne serait-ce qu'un début de réponse...

Mesdames; Messieurs, tous ensemble, nous ne pouvons que reconnaître le fossé abyssal qui s'est creusé entre les agents, la réalité du terrain, et la Direction Générale. Et ce ne sont pas les beaux discours, ou les grands-messes, comme celle d'aujourd'hui, qui y changeront quelque chose.

Nous, agents de la DGFIP, nous n'avons rien à faire ici, nous n'avons pas à subir une opération de communication, voire de propagande, qui ne nous apportera rien, sinon de belles et vaines promesses qui ne seront pas tenues.

Quoi qu'on puisse vous dire, les suppressions d'emplois s'accéléreront avec la fusion, une polyvalence accrue sera exigée de nous tous. Les conditions de travail se dégraderont encore plus et, tout cela, c'est nous, c'est vous, qui le subirez.